

DÉLIBÉRATION 2025 09 –

Approbation du Budget primitif 2025 - Budget principal

Séance du Comité syndical du 7 avril 2025

EXPOSÉ DES MOTIFS

Le budget primitif prévoit et autorise l'ensemble des recettes et des dépenses de l'Agence Métropolitaine des Mobilités Partagées pour l'année 2025. Ce dernier est établi et équilibré sur la base des prévisions.

BUDGET PRINCIPAL (socle commun Autolib')

La fin de la DSP constatée en juin 2018 a entraîné une modification de la forme du budget. Le budget principal était auparavant constitué de flux financiers (redevances d'occupation, subventions d'équipements) qui ne faisaient que transiter par l'Agence. Ces flux n'existent plus, le budget est maintenant équilibré par une contribution des collectivités. Cette forme perdurera tant que les procédures en lien avec la résiliation se poursuivent.

Dépenses de fonctionnement (81 713 080 €)

○ Dépenses réelles de fonctionnement (78 336 680 €) :

Charges de personnel

1 624 800 € (2,07 % des dépenses réelles)

La masse salariale totale de l'Agence (budget principal et budget annexe) est globalement maîtrisée et représente 1 975 800 € en 2025 contre 1 872 700 € en 2024, en hausse de 103 100 €, soit une augmentation de 5,51 %.

Les charges de gestion courante de l'Agence

1 054 980 € sont proposés à l'inscription en 2025 soit 1,35 % des dépenses réelles.

Ces charges regroupent l'ensemble des frais de fonctionnement de l'Agence, dont notamment les honoraires (390 000 €), les contrats de prestation de service (71 000 €), le loyer (365 000 €), etc.

Ces charges enregistrent une hausse de (16 253 €, soit 1,56 %) par rapport à 2024.

Charges exceptionnelles

75 506 400 € (96,39 % des dépenses réelles) suite à l'arrêt de la Cour administrative d'appel de Paris sur le contentieux avec la Société Autolib'

Les indemnités des élus et autres charges de gestion courante
100 500 € (0,13 % des dépenses réelles)

○ **Dépenses d'ordre (3 376 400 €) :**

Les dépenses d'ordre correspondent aux amortissements des subventions versées à la Société Autolib' pour la construction des stations (50 000 à 60 000 € par station), du matériel et du mobilier acquis par l'Agence pour son fonctionnement courant (informatique, licences, meubles de bureaux).

Recettes de fonctionnement
(81 713 080 €)

○ **Recettes réelles de fonctionnement (78 869 080 €) :**

Contribution des collectivités adhérentes

44 628 180 € (56,59 % des recettes réelles) répartis comme suit :

- **1 613 850 €** pour la contribution de fonctionnement (fixée à 1 450 € par station) permettant de couvrir les dépenses de fonctionnement de l'Agence.
- **43 014 330 €** pour le versement des indemnités suite à l'arrêt de la Cour administrative d'appel de Paris sur le contentieux avec la Société Autolib'

Reprise de la provision constituée de 2019 à 2023 dans le cadre du contentieux avec la SAS Autolib'

32 500 000 € (41,21 % des recettes réelles)

Mise à disposition de personnel facturé au budget annexe de la Régie Velib' et dépenses réalisées par le Budget Autolib' pour le compte du Budget annexe de la Régie Velib' (refacturation)

1 726 400 (2,19 % des recettes réelles)

Le personnel mutualisé, affecté principalement aux tâches administratives, financières juridiques et comptables, le loyer et les autres frais généraux font l'objet d'une refacturation au budget annexe.

Produits divers

14 500 € (0,02% des recettes réelles)

○ **Recettes d'ordre (2 844 000 €)**

Elles correspondent au transfert au compte de résultat des subventions perçues auprès des collectivités pour la construction des stations (50 000 à 60 000 € par station).

Dépenses d'investissement
(2 899 000 €)

○ **Dépenses réelles d'investissement (55 000 €) :**

Les inscriptions budgétaires en dépenses d'investissement intègrent les acquisitions de nouveaux matériels et mobiliers, logiciels, cautions et d'éventuels travaux : 55 000 €, soit la totalité des dépenses réelles.

○ **Dépenses d'ordre (2 844 000€) :**

Ces dépenses d'ordre sont le pendant des recettes d'ordre de fonctionnement, et correspondent au transfert au compte de résultat de la quote-part des subventions perçues auprès des collectivités pour la construction des stations (50 000 à 60 000 € par station).

Recettes d'investissement (3 377 540 €)

○ **Recettes réelles d'investissement (1 140 €) :**

Les recettes réelles d'investissement sont les recettes de FCTVA.

○ **Recettes d'ordre (3 376 400 €) :**

Ces recettes d'ordre sont le pendant des dépenses d'ordre de fonctionnement. Elles correspondent aux amortissements des subventions versées à la Société Autolib' pour la construction des stations (50 000 à 60 000 € par station), et aux amortissements en matériel et mobilier acquis par le syndicat mixte pour son fonctionnement courant (informatique, licences, meubles de bureaux).

Bilan

La section de fonctionnement est en équilibre.

La section d'investissement est en suréquilibre de **478 540 €** du fait des opérations d'ordre consécutivement à un montant de subvention versé supérieur au montant de subvention perçu.

Le Président

DÉLIBÉRATION 2025 09 –

Approbation du Budget primitif 2025 - Budget principal

Séance du Comité syndical du 7 avril 2025

Vu le Code Général des Collectivités Territoriales,
Vu l'arrêté du 9 juillet 2009 du préfet de la Région d'Ile-de-France, autorisant la création de l'Agence,
Vu l'instruction budgétaire M57,
Vu les statuts de l'Agence Métropolitaine des Mobilités Partagées,
Vu la délibération 2010 08 du 25 février 2010 relative aux amortissements des immobilisations,
Vu la délibération 2012 26 du 13 septembre 2012 relative à l'amortissement des subventions,
Vu la délibération 2019 08 du 15 mars 2019 instituant une provision de 20 M€ sur 5 ans,
Vu la délibération 2022 22 du 22 juin 2022 adoptant la DM n°1 au budget principal portant la provision de 20 M€ à 32,5 M€,
Vu la délibération 2016 30 du 19 octobre 2016 relative à l'amortissement des subventions,
Vu la délibération 2023 34 du 10 octobre 2023 adoptant à compter du 1^{er} janvier 2024 la nomenclature M57 développée pour les budgets de l'Agence.
Vu la délibération 2023 35 du 10 octobre 2023 approuvant le règlement budgétaire et financier de l'Agence et relative aux amortissements et immobilisations.
Vu la délibération 2025 04 du 17 mars 2025 relative au Débat d'Orientations Budgétaires,
Vu la délibération 2025 XX du 07 avril 2025 portant sur les montants des contributions à l'Agence,

Le Comité syndical, après en avoir délibéré,

Article 1^{er} : APPROUVE le budget primitif du budget principal de l'Agence pour le socle commun pour l'exercice 2025 arrêté comme suit :

Fonctionnement

- Dépenses : 81 713 080 euros
- Recettes : 81 713 080 euros

Investissement

- Dépenses : 2 899 000 euros
- Recettes : 3 377 540 euros

Les dépenses et les recettes sont réparties conformément aux états annexés et présentés par chapitre.

Article 2 : DÉCIDE que le Président est autorisé à procéder à des virements de crédits de chapitre à chapitre au sein de la même section, à l'exclusion des crédits relatifs aux dépenses de personnel, dans la limite de 7,5% des dépenses réelles de chaque section.

Article 3 : DÉCIDE de la reprise de la provision de 32 500 000 € constituée de 2019 à 2023 dans le cadre du contentieux avec la SAS Autolib', le jugement ayant été rendu.

Article 4 : DÉCIDE que les frais engagés à titre transitoire par le budget Principal en 2025 relatifs aux frais de personnel du budget annexe feront l'objet d'un remboursement.

Le Président,



Sylvain Raifaud